

Priorité au capital humain

Une antienne des représentants du patronat consiste à mettre en garde le gouvernement devant la perte de compétitivité du Luxembourg. Le classement annuel que publie l'institut suisse *IMD* devrait lui apporter de l'eau au moulin: cette année, le Grand-Duché recule d'un rang en se plaçant en cinquième position, derrière les Etats-Unis, Singapour, Hong Kong et la Suisse.

Le glissement n'est guère dramatique, d'autant que le Luxembourg occupait il y a quelques années la neuvième, voire la dixième position. La Chambre de commerce n'en décèle pas moins un motif d'inquiétude, estimant que le gou-

vernement n'a pris qu'un nombre limité de mesures «pleinement structurelles» susceptibles d'avoir un

impact durable sur la compétitivité des entreprises. Elle reconnaît cependant que celui-ci affiche un «haut degré d'adaptabilité» face aux mutations économiques.

Il faut dire que le Luxembourg est en proie à une faiblesse structurelle qu'il n'est pas près de compenser: la diversification de son économie. Celle-ci demeure un souci particulier à l'heure où la dépendance à l'égard du secteur financier ne fait que croître. De sorte que lorsque les banques toussent, c'est l'ensemble de l'économie qui craint un refroidissement.

Un autre défi majeur consiste à trouver une parade à la perte d'attractivité du pays sur le terrain fiscal. Il est clair que le Luxembourg ne pourra continuer éternellement sa politique de niche fiscale, en raison des efforts d'autres pays souhaitant offrir eux aussi des avantages compétitifs sur leur sol. Par ailleurs, la pression en matière d'harmonisation fiscale au sein de l'UE se fait plus intense, et y résister coûte que coûte a un prix politique qu'il faut être prêt à payer.

Aussi est-il indispensable que l'Etat investisse à fortes doses dans l'économie de la connaissance: il s'agit d'un domaine où le Luxembourg ne peut se permettre de perdre du terrain. Les déficits en matière d'éducation constituent de ce point de vue une mauvaise base de départ, tandis qu'on a découvert sur le tard les vertus de la formation, de la recherche ou de l'innovation. Il est encore temps de pousser la réflexion vers la création d'une «Silicon Valley» à la mode luxembourgeoise, à condition d'y mettre les moyens et de pratiquer une politique en adéquation avec cet objectif. Pour y arriver, la Chambre de commerce insiste à juste titre sur l'importance de bonnes infrastructures de communication: le coût élevé d'utilisation d'*Internet*, par exemple, constitue un frein au développement de cette économie de la connaissance. En outre, pour attirer des «cerveaux» vers le Luxembourg, la performance en termes de PNB est une condition nécessaire mais insuffisante: il faut en premier lieu miser sur le capital humain.



LAURENT MOYSÉ